

BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine et de Moldavie

Une publication du SE de Kyïv
Août 2025

1. Guerre

***Guerre :** Fin août, le port de Tchernomorsk a été endommagé par des frappes de drones.

Fin août, un site de distribution du PAM situé dans la commune de Méjivska dans la région de Dnipropetrovsk (sud-est du pays) a été frappé par un drone, blessant un bénéficiaire ukrainien et amenant l'ONG partenaire à interrompre ses distributions dans la zone. A la même période, un camion travaillant pour les Nations unies a été frappé par un drone alors qu'il effectuait une livraison de matériel médical à un dispensaire de la ville de Kramatorsk, dans la région de Donetsk (est du pays), blessant quatre passagers.

D'après Alexis Kouléba, vice Premier ministre chargé de la reconstruction et ministre du développement des communautés et des territoires, depuis août 2023, les frappes russes sur les infrastructures portuaires ukrainiennes auraient tué ou blessé 118 civils. Elles auraient également endommagé ou détruit 442 infrastructures portuaires et 38 navires civils.

Mi-août, Suspline a publié un [reportage](#) sur les agriculteurs dans la région de Kherson : les agriculteurs expliquent moissonner malgré la menace des drones, en équipant leurs machines agricoles de moyens de guerre électronique et en abattant eux-mêmes ceux qui les menacent.

Début août, trois baigneurs ont été tués par des mines maritimes dans la région d'Odessa (sud du pays, précisément sur les plages situées à Karolino-Buhaz et près de Zatoka et interdites de baignade du fait de ce danger).

D'après le premier adjoint de l'administration militaire de la région d'Odessa, les forces armées russes continueraient de miner les eaux de la mer Noire, en particulier à l'aide de bombes guidées, afin de perturber le fonctionnement du corridor maritime ukrainien. D'après la marine ukrainienne, les opérations de déminage nécessaires ont lieu pour prévenir ces perturbations.

Fin juillet, un dragueur des autorités ukrainiennes des ports maritimes (USPA) a été touché par une mine alors qu'il effectuait des travaux d'entretien du canal de Bystroe, dans le delta du Danube, causant la mort de trois personnes. Après des opérations de déminage, le canal a été rouvert début août.

***Territoires occupés :** D'après le centre national de la résistance (CNR), la Russie exporterait les céréales cultivées dans les territoires occupés vers 70 pays, dont l'Égypte, la Turquie et l'Iran. Le CNR a également révélé que, fin août, 2,5 M t de céréales de la nouvelle récolte provenant des territoires occupés de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson auraient été exportés vers la Russie. De même, courant 2025, les céréales provenant des territoires occupés de la région de Zaporijjia auraient été exportées via le port russe de Rostov-sur-le-Don.

D'après Taras Visotskiy, vice-ministre chargé de l'agriculture, depuis le début de la guerre à grande échelle en février 2022, la Russie a volé environ 15 M t de céréales et d'oléagineux dans les territoires qu'elle occupe.

D'après un reportage publié par [Reuters](#) début août, la Russie a décidé de soutenir l'activité agricole dans les territoires ukrainiens qu'elle occupe grâce à une enveloppe de 8 Md RUB (environ 83 M EUR) et à la levée de la taxe russe à l'exportation pour le blé produit dans ces territoires.

Début août, le procureur général d'Ukraine a mis en examen un élu municipal d'une commune de la région de Zaporijjia (sud-est du pays) car il est suspecté de d'avoir exporté vers la Russie 24 000 t de céréales.

***Pollution des sols :** Début août, la *Howard G. Buffet Foundation* a annoncé financer, en partenariat avec les ONG APOPO et *Mines Advisory Group*, à hauteur de 9,8 M USD le déploiement d'équipes de déminage cynophiles en Ukraine. Ces équipes sont déjà actives dans les oblasts méridionaux de Kherson et Mykolaïv.

D'après le PAM, durant le premier semestre 2025, en lien avec ses partenaires, 8 149 ha de terres ont été inspectés. Sur ces surfaces, 21,5% ont été identifiés comme n'étant pas contaminés et 1 271 ha ont été déminés.

***Reconstruction :** Mi-août, le gouvernement a publié des premières annonces dans le cadre d'un plan de soutien aux régions proches de la ligne de front. Dans ce cadre, quatre mesures concernent le secteur agricole :

- (i) la possibilité pour les entreprises critiques de réserver l'intégralité des hommes pouvant être mobilisés (contre la moitié dans le reste du pays) ;
- (ii) les exemptions bancaires (cf. *infra*) ;

- (iii) l'octroi d'une subvention de 1 000 UAH (environ 21 EUR) par hectare situé dans les zones de combats ;
- (iv) la possibilité de donner des subventions pouvant atteindre 400 000 UAH (environ 8 250 EUR) par hectare pour compenser 80% des dépenses de construction des serres et des vergers (contre 50% dans le reste du pays).

Mi-août, le gouverneur de la région de Tchernihiv (nord-est du pays, région qui avait été en partie occupée par la Russie en 2022) a annoncé que, en trois ans, la région avait retrouvé 95% de sa production agricole de 2022. Il a expliqué que, sur les 60 000 ha de terres agricoles de sa région potentiellement minées, 17 000 ha ne peuvent pas être inspectés en raison de leur proximité avec les frontières russe et biélorusse. En revanche, les opérations de déminage civil ont commencé en 2023 et, en deux ans, 1 700 ha ont été examinés et déminés. En 2025, pour l'instant, 415 ha ont été examinés et 150 ha ont été déminés.

Mi-août, le service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS) a assoupli et simplifié les règles en matière de permis de conduire des engins agricoles, durant la loi martiale, afin d'aider le secteur agricole à faire face aux difficultés de recrutements de tractoristes.

Début août, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a signé la loi n°12148, adoptée fin mars par la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien), qui exempte les agriculteurs qui ne peuvent plus cultiver leurs terres du fait de la guerre (combat, occupation, destruction, etc.) de leurs obligations bancaires, notamment en mettant en place un moratoire sur le paiement de leurs dettes et en interdisant les pénalités supplémentaires et les saisies.

Début août, le gouvernement ukrainien a pris la résolution n°930 en vertu de laquelle les agriculteurs et les associations d'agriculteurs constituées pour l'utilisation et la gestion de systèmes d'irrigation qui cultivent des terres proches de la ligne de front seront éligibles à des subventions pour l'entretien ou la construction de système d'irrigation, y compris des systèmes de pompes. La subvention permet de couvrir 50% des coûts (dans la limite de 26 500 UAH – soit environ 550 EUR – par hectare pour un agriculteur individuel) pour les travaux engagés entre le 1^{er} novembre 2024 et le 31 octobre 2025.

2. Production et filières agricoles

***Climat et changement climatique :** En août, même si les températures étaient globalement modérées, le centre ukrainien hydrométéorologique a relevé un niveau de précipitations globalement moins élevé que la moyenne.

Fin août, le vice-président de la commission de l'agriculture de la Rada, Stéphane Chernyavsky, a déclaré que, en tout, 386 000 ha de cultures avaient été perdus du fait de la sécheresse dans quatre régions méridionales de l'Ukraine sous le contrôle du gouvernement (Odessa, Mykolaïv, Kherson et Dnipropetrovsk).

Début août, le gouverneur de la région de Mykolaïv (sud du pays), Vitaly Kim, estimait que, du fait de la sécheresse, les agriculteurs de sa région auraient perdu toute leur récolte de maïs et la moitié de leur récolte de tournesol.

Fin juillet, le média agricole en ligne Kurkul.com rapportait que, dans la région de Kherson (sud du pays), la sécheresse a beaucoup affecté les cultures de colza, de blé, d'orge et de tournesol. La destruction du barrage de Nova Khakovka a aggravé la situation dans la mesure où la réserve d'eau qu'il constituait permettait d'alimenter les systèmes d'irrigation et d'apporter globalement de l'humidité aux terres avoisinantes. Ces mauvaises récoltes ont des conséquences importantes pour les agriculteurs de la région, qui se trouvent dans une situation délicate, certains n'étant pas en mesure de financer leurs semis d'automne.

***Prévisions 2025/26 :** En août et en septembre, l'USDA a mis à jour ses prévisions pour la prochaine campagne 2025/2026, revoyant à la hausse ses estimations de production (+1,5 M t) et d'exportation (+1,5 M t) pour le maïs. Pour le blé, elle revoit à la hausse ses prévisions de production (+1 M t) mais à la baisse les prévisions d'exportations (-0,5 M t). Elle a également publié ses prévisions de production (-10% par rapport à la campagne 2024/2025) et d'exportation (+42%) pour l'orge. En revanche, elle a revu à la baisse ses prévisions pour la production de tournesol (-0,8 M t), de soja (-2,7 M t) et de colza (-0,3 M t).

Ces prévisions sont corroborées par celles du ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture, qui estime également que la récolte de blé devrait atteindre 22 M t et que celle de maïs sera meilleure que prévue (autour de 28 M t). D'après l'académie nationale des sciences agraires de l'Ukraine (NAAS), la récolte de maïs pourrait n'être que de 27 M t en raison de la sécheresse. En raison de la sécheresse dans les régions méridionales et orientales d'Ukraine, l'agence de conseil UkrAgroConsult a revu à la baisse ses prévisions pour le tournesol, de 14,1 à 13,3 M t.

L'UCAB s'est également lancé dans l'exercice de prévisions en publiant de premières estimations de production mi-août.

Production (M t)	2025/2026 (USDA)	2025/2026 (UCAB)
Exportation		
Blé	23 15	21
Orge	4,9 3,2	5,2
Maïs	32 25,5	26,7
Tournesol	12,7	10,1
Soja	4,9	5,4
Colza	3,2	3,3

Fin août, l'USDA a revu à la baisse les perspectives de production pour l'avoine (à 360 000 t, soit - 50 000 t) et le seigle (à 205 000 t, soit - 15 000 t). mais a maintenu ses prévisions d'exportations à l'identique (20 000 t pour l'avoine et 10 000 t pour le seigle).

***Moissons 2025 :** D'après le ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture, fin septembre, environ 30,4 M t de céréales, 8,9 M t d'oléo-protéagineux et 1,4 M t de betteraves à sucre ont été récoltées en Ukraine.

La récolte de tournesol, qui a commencé fin août, devrait durer jusque fin octobre et celle de maïs, qui a commencé début septembre, jusque fin novembre. La récolte de betterave et la production de sucre ont commencé début septembre.

	Volume (M t, 2025)	Volume (M t, mi-sept. 2024)	Surface (M ha, 2025)	Surface (M ha, fin juillet 2024)
Blé	22,5	22,3	5,0	4,9
Orge	5,3	5,5	1,4	1,41
Pois	0,63	0,46	0,27	0,21
Maïs	0,96	2,4	0,2	0,52
Colza	3,3	3,4	1,3	1,3
Soja	1,5	2,6	0,75	1,3
Tournesol	4,1	4,9	2,2	2,4
Betteraves à sucre	1,4	1,7	0,03	
Total	40,7	44,5		

Source : MEEA

***Semis d'automne 2025 :** D'après le ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture, mi-septembre, environ 1,1 M ha ont été semés.

	Surface (ha, 2025)	Surface (ha, mi-septembre 2024)
Blé d'hiver	248 100	340 300
Orge d'hiver	9 300	16 500
Seigle d'hiver	5 300	3 400
Colza d'hiver	790 900	688 400

Source : MEEA

***Fruits & légumes :** D'après S. Chernyavsky, la prochaine récolte de pommes de terre devrait atteindre 19,3 M t, celle de légumes 7,3 M t et celle de fruits et de baies 1,8 M t, soit une baisse de 11% par rapport à l'an passé.

***Sucre :** Fin août, la présidente de l'association des producteurs de sucre ukrainiens, Ukrtsukor, Yana Kavouchevska, expliquait que, cette année, bien que l'Ukraine soit en mesure de produire 2,2 M t de sucre par an, les producteurs ukrainiens ont préféré limiter leur production à 1,2-1,3 M t du fait de la baisse de la consommation domestique consécutive à la guerre (la consommation est passée de 1,3 M t à 900 000 t) et du nouveau quota d'importation de l'UE. Ainsi, d'après elle, en 2025, seuls 220 000 ha de betteraves à sucre ont été plantés, soit 15% de moins que l'an passé.

***Viande de volaille :** D'après un [rapport](#) publié fin août par l'USDA, la production de viande de volaille devrait augmenter en 2026 pour atteindre 1,44 M t, soit 30 000 t de plus par rapport à 2025 et 50 000 t de plus par rapport à 2024. Les exportations devraient également augmenter pour atteindre 490 000 t en 2025, soit 20 000 t de plus par rapport à 2025 et 27 000 t de plus par rapport à 2024. La part de l'UE dans ces exportations totales devrait baisser au profit du Royaume-Uni, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

***Œufs :** En juillet et en août, deux lots d'œufs de table en provenance d'Ukraine ont été détruits et par les services aux frontières polonais et slovaques via le portail [RASFF](#), car il contenait des résidus de nitrofurans (un antibiotique interdit dans l'UE) dans des limites supérieures à celles autorisées.

***Miel :** Nathalie Senchouk, présidente de l'association des apiculteurs de Poltava (région située à l'est du pays), a expliqué dans une [entrevue](#) pour Ukrinform publiée fin août que depuis 2022, le nombre d'essaims d'abeilles domestiques dans sa région serait passé de 1450 000 à 130 000. Elle explique en outre que, du fait des mauvaises conditions météorologiques cette année, les prix du miel avaient augmenté. Ainsi, le prix du litre de miel de tournesol serait passé de 150 UAH (environ 3 EUR) à 300 UAH (environ 6 EUR). Il aurait atteint 700 UAH (environ 14 EUR) le litre pour le miel d'acacia, dont la floraison a été une des plus affectées par les gels de printemps cette année.

D'après Hanna Burka, consultante en matière d'apiculture pour la FAO en Ukraine, en raison de la guerre et des conditions climatiques défavorables, le secteur apicole ukrainien traverse une des années les plus difficiles de ces dernières décennies. Par exemple, la production de miel de tilleul aurait été moitié moins importante que l'année dernière, avec, comme conséquence, une augmentation du prix au kilo de 80-85 UAH (environ 1,65-1,75 EUR) à 120-130 UAH (environ 2,45-2,70 EUR).

***Frites :** Fin août, l'entreprise ukrainienne Potato Agro a annoncé avoir lancé la construction de la première usine de production de pommes de terre frites dans le parc industriel BIOSENS, dans la région de Tcherkassy (centre du pays). Une première ligne de transformation pouvant produire 6 000 t de farine et de flocons de pomme de terre par an devrait être lancée en 2026. L'usine pourrait produire 60 000 t de frites par an et devrait être opérationnelle en 2027. Les pommes de terre proviendraient des propres cultures de l'entreprises et d'agriculteurs partenaires, qui pourraient être situés dans un rayon de 300 km autour de l'usine. Cet investissement de 110 M EUR serait rentabilisé au bout de 7 ans et permettrait d'employer 300 personnes. L'objectif de l'entreprise est de répondre à la demande locale et internationale.

***Meunerie & boulangerie :** Fin août, l'union des meuniers à farine d'Ukraine s'est inquiétée du fait que l'Ukraine pourrait manquer de blé de haute qualité (dit de classe un et deux), nécessaire pour la panification.

***Légumes transformés :** Fin août, Agroprodservice (qui cultive 45 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de betteraves à sucre, de légumes et l'élevage de volaille, de cochons, de bovins à viandes et de vaches laitières) a annoncé avoir investi 45 M UAH (environ 930 000 EUR) dans sa conserverie Babouchka Marousya, situé dans le *Western Ukrainian Industrial Hub* dans la région de Ternopil (ouest du pays). L'objectif est d'exporter des légumes transformés (conserves, sous vide) vers les pays baltes, Israël, la Turquie et l'Italie.

Fin août, l'entreprise Tchoumak (propriété de Wilmar internationale, multinationale enregistrée à Singapour, active dans la production et le négoce de sucre et les huiles végétales) a annoncé avoir mis en pause la construction de sa nouvelle usine de transformation de tomates dans la région d'Odessa en raison « des risques macro-économiques et de la situation sécuritaire ». La décision a été prise à la suite de la frappe, mi-avril 2024, de l'entrepôt d'huile végétale de Wilmar de Pivdennyi (lors de laquelle 10 réservoirs et 10 000 t d'huile avaient été détruits). Ce projet avait été lancé en 2023, leur usine historique étant située dans la partie occupée de la région de Kherson (au sud-est du pays).

***Poissons :** Début août, Taras Visotskiy, vice-ministre chargé de l'agriculture, a inauguré le nouveau site de l'« usine régionale de production de poisson de Lviv », présentée comme la plus grande usine de transformation de poissons d'Europe de l'Est. Elle a une capacité de transformé jusqu'à 25 t de matières premières en 12,5 t de produits transformés.

***Huile de tournesol :** Fin août, l'entreprise AV Export Import a annoncé avoir lancé la construction d'une usine de raffinage et de désodorisation d'huile de tournesol, d'une capacité de 50 t par jour, dans le parc industriel Chortkiv-West dans la région de Ternopil (ouest du pays). Ce projet sera complété par la construction d'une unité de conditionnement (d'une capacité de 54 000 bouteilles par jour) en 2026 et d'une unité de trituration de graines de tournesol (d'une capacité de 150 t par jour) en 2028. En tout, près de 100 emplois devraient être créés.

***Sel :** D'après l'association nationale des industries de la mine d'Ukraine, si l'Ukraine a perdu ses principales mines de sel situées dans le Donbass (l'obligeant à importer du sel), il y aurait des gisements prometteurs en Transcarpathie et dans les Carpathes (à l'ouest du pays).

***Engrais :** Fin août, la marine ukrainienne et l'administration régionale militaire d'Odessa ont amendé l'interdiction d'importation d'engrais par voie maritime prise mi-juillet : ainsi, les engrais complexes (NPK) qui ne sont pas explosifs et détiennent un certificat international de sûreté pourront de nouveau être importés en Ukraine par la mer.

Début août, l'entreprise britannique Tellus Conservation a annoncé travailler sur le lancement d'un prototype d'usine de biochar dans la région de Rivne (nord-ouest du pays), en réutilisant les déchets des activités forestières et des industries du bois. Elle pourrait y construire une usine plus importante selon les résultats de cet essai.

3. Politiques économiques et agricoles

***Inflation :** En juillet, l'inflation aurait continué de ralentir, pour atteindre 14,1% en glissement annuel.

***Priorités du nouveau ministère :** Fin août, le nouveau ministre de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture, Alexis Sobolev, a présenté ses priorités, à savoir : l'intégration à l'UE, le soutien au secteur privé, la déréglementation, la privatisation, l'attraction des

investissements, le développement des exportations, la numérisation, le déminage, le développement d'un nouveau code du travail et l'aide aux agriculteurs proches de la ligne de front.

Début août, Taras Visotskiy, vice-ministre chargé de l'agriculture, a présenté les priorités du ministère en matière agricole. D'ici la fin de l'année 2025, ses quatre priorités sont : (i) les négociations d'adhésion à l'UE ; (ii) la déréglementation en matière foncière, en particulier la simplification de l'achat des terres ; (iii) le développement des bioénergies ; (iv) l'irrigation, avec le projet de création d'une nouvelle institution qui serait chargée de louer les systèmes d'irrigation aux agriculteurs. Pour 2026, les priorités sont de : (i) lancer de nouveaux soutiens agricoles, notamment pour la construction d'entrepôt pour les légumes, le développement de l'élevage ou celui des serres et vergers ; (ii) avancer dans les négociations d'adhésion ; (iii) développer la production des bioénergies.

***Made in Ukraine :** Fin août, le ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture (MEEA) a annoncé l'enregistrement de six nouveaux parcs dans le registre des parcs industriels (portant à 104 le nombre de parcs enregistrés). Grâce à cet enregistrement, ils bénéficieront de mesures incitatives (compensation d'une partie des coûts d'infrastructures et d'ingénierie, facilités administratives). Cinq concernent l'agriculture :

(i) le parc industriel BIOSENS, situé dans la région de Tcherkassy (centre du pays). D'une étendue de 30 ha, il prévoit de rassembler des entreprises de transformation des produits agricoles, des industries agroalimentaires (dont une usine de frites, cf. *supra*), des usines de technologies agricoles, de production d'alimentation animale et d'énergie. Il devrait permettre de créer 500 emplois et d'attirer environ 970 M UAH (environ 20 M EUR) d'investissements.

(ii) le parc industriel de Lyoubynets, situé en Volhynie (ouest du pays). D'une étendue de 50 ha, il prévoit de rassembler des industries agroalimentaires, en particulier dans la transformation de fruits et légumes ainsi que la production d'huile et de produits boulangers. Il devrait permettre de créer 2 500 emplois et d'attirer environ 653 M UAH (environ 13,4 M EUR) d'investissements.

(iii) le parc industriel de Zboriv, situé dans la région de Ternopil (ouest du pays). D'une étendue de 16 ha, il prévoit de rassembler des entreprises de fabrication de boissons et de transformation des produits agricoles, des industries agroalimentaires, des entrepôts et des infrastructures logistiques. Il devrait permettre de créer 250 emplois et d'attirer environ 232 M UAH (environ 4,8 M EUR) d'investissements.

(iv) le parc industriel « Odessa New Park », situé dans la région d'Odessa (sud du pays). D'une étendue de 16 ha, il prévoit de rassembler des entreprises dans les domaines de la mécanique, de la métallurgie, de l'alimentation, de l'énergie et de l'informatique. Il devrait permettre de créer 700 emplois et d'attirer environ 1 Md UAH (environ 20,6 M EUR) d'investissements.

(v) le parc industriel « INTEGRAL », situé dans la région de Vinnitsa (ouest du pays). D'une étendue de 18 ha, il prévoit de rassembler des entreprises dans les domaines de la mécanique, de l'ameublement, de l'électricité, de l'industrie légère, des télécommunications et de l'alimentation. Il devrait permettre de créer 930 emplois et d'attirer environ 1 Md UAH (environ 20,6 M EUR) d'investissements.

Fin août, le MEEA a annoncé que 19 lauréats avaient reçu 99,2 M UAH (environ 2,1 M EUR) d'aides publiques dans le cadre de son programme de subventions pour les industries de transformation, un autre volet de son programme « *Made in Ukraine* ». Parmi ces lauréats figurent notamment des industries actives dans la conservation de fruits et légumes, la production d'alimentation animale et la production d'engrais.

Fin août, le MEEA a annoncé une nouvelle extension du champ d'un des volets de son programme « *Made in Ukraine* » en matière de machines industrielles. Désormais, 656 machines et 28 entreprises ukrainiennes sont éligibles. Lancé en septembre 2024, ce programme consiste à compenser l'achat (à hauteur de 15% du prix d'achat) de certains équipements industriels (dont des machines de déminage) s'ils ont été fabriqués par des constructeurs ukrainiens. Les entreprises agricoles et les industries agro-alimentaires peuvent en bénéficier.

Mi-août, le MEEA a annoncé extension en du champ de son programme « *Made in Ukraine* » en matière de machinisme agricole, la cinquième en 2025. Pour la première fois, des équipements à destination de l'industrie agroalimentaires ont été ajoutés à la liste des produits éligibles (il s'agit, en l'occurrence, de fours boulangers). Désormais, 13 997 machines (soit 190 nouvelles références par rapport à la dernière extension de juin 2025) et 160 entreprises ukrainiennes sont éligibles. Pour mémoire, ce programme lancé en mars 2024 consiste à compenser l'achat de certaines machines agricoles et agroalimentaires (25% du coût d'achat) si elles ont été fabriquées par des constructeurs ukrainiens.

***Privatisations :** Fin août, le gouvernement ukrainien a publié les conditions de privatisations de l'usine portuaire d'Odessa, qui produit notamment de l'urée et de l'ammoniac. Mise aux enchères à 4,5 Md UAH (environ 93 M EUR), son rachat est assorti d'une obligation d'investir au moins 500 M UAH (environ 10,3 M EUR) dans les cinq ans. En raison des difficultés d'approvisionnement en gaz, l'activité de cette usine avait été stoppée dès septembre 2021.

***Lutte contre la fraude :** Fin août, le président de la commission des finances de la Rada, Daniel Hetmantsev, a déclaré que, selon lui, 3 000 t de café, soit un tiers des importations ukrainiennes environ, passaient en contrebande. Il estime que l'État perdait de ce fait plus d'1 MD UAH (environ 21 M EUR) par an.

Fin août, le SBU (les services de sécurité intérieure ukrainiens) a arrêté un fonctionnaire du bureau national anti-corruption (NABU) et un de ses parents pour collaboration avec l'ennemi : ils sont soupçonnés d'avoir vendu du chanvre industriel à la Russie.

Fin août, le parquet spécialisé dans les affaires environnementales a découvert une utilisation illégale de terres contaminées par la radioactivité dans la région de Jytomyr (centre du pays) : le maire de la commune, la personne chargée de la surveillance du foncier et quatre chefs d'entreprises ont été mis en examen car ils sont suspectés d'avoir cultivé, depuis 2021, 1 790 ha de terres contaminées à la suite de l'accident nucléaire de Tchernobyl (Tchernobyl). Ils auraient notamment produit du blé et du tournesol, qu'ils auraient revendus sur le marché local.

***Lutte contre la corruption :** Fin août, le DBR/SBI (bureau d'enquête de l'État, qui dispose de pouvoir de police judiciaire spécifique) a ouvert une enquête à l'encontre de l'ancien dirigeant du service d'État ukrainien pour la géodésie, la cartographie et le cadastre, l'ancien dirigeant de ce service dans la région de Dnipropetrovsk (sud-est du pays) et l'ancien dirigeant de l'entreprise d'État DG Dnipro pour négligence et abus de bien social. Ils sont soupçonnés d'avoir pris possession de 500 ha de terres agricoles publiques de l'académie nationale des sciences agraires de l'Ukraine (NAAS).

***Ex-ministre de l'agriculture :** L'ancien ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a pris la tête de la branche régionale de Rivne (à l'ouest du pays) de la fédération des employeurs d'Ukraine.

***Élevage :** Début août, le gouvernement ukrainien a pris la résolution [n°950](#) réformant le soutien à l'élevage. Elle prévoit deux formes de soutien :

(i) d'une part, la construction ou la rénovation des bâtiments d'élevage et des industries transformants des produits ou des co-produits animaux pourra être subventionnée à hauteur de 25% des coûts engagés entre le 24 février 2022 et le 30 septembre 2025 ;

(ii) d'autre part, l'achat des animaux reproducteurs pourra être compensé à hauteur de 80%, dans la limite de 50 400 UAH (environ 1 040 EUR) par animal.

***Lait & produits laitiers :** Fin août, l'association ukrainiennes des transformateurs de lait (SMPU) a appelé le gouvernement à davantage contrôler la production de lait. Elle estime que le marché informel du lait représenterait 20 à 25% de la production.

***Coton :** Fin août, le vice-président de la commission de l'agriculture de la Rada, Stéphane Chernyavsky, a expliqué que seules cinq demandes de subvention à la production de coton dans les régions de Mykolaïv et Odessa avaient été déposées en 2025, échec qu'il impute au ministère de l'agriculture. Il soutiendra la prolongation de ce programme en 2026.

***Bioénergie :** Début août, le gouvernement a institué le conseil de coordination pour le développement du potentiel de l'agriculture en matière de bioénergie. Présidé par le MEEA, il rassemble les ministères de l'énergie, des affaires étrangères, des finances, du développement des territoires et des communautés ainsi que des agences gouvernementales. Ses missions sont de coordonner l'action gouvernementale en matière de bioénergie et de proposer des modifications pour améliorer le cadre juridique ukrainien.

***Irrigation :** Fin août, A. Sobolev a expliqué sa volonté d'accélérer les réformes en matière d'irrigation. Il a notamment annoncé son intention de transférer, d'ici le 1^{er} décembre 2025, la gestion de l'ensemble des matériaux d'irrigation à l'agence d'État chargé des pêches et de l'irrigation ou aux associations d'utilisateurs qui en feront la demande.

Mi-août, la commission de l'environnement de la Rada a indiqué refuser la fusion de l'agence de l'eau avec l'agence chargée de l'irrigation, fondant notamment son argumentation sur l'acquis européen en la matière.

D'après Michel Sokolov, directeur adjoint de l'UAC (le conseil agricole ukrainien, qui représente 1 300 entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille), sous l'URSS, il y avait 2,3 M ha de terres irriguées en Ukraine. Ces surfaces seraient tombées à 540 000 ha avant 2022 et, aujourd'hui, il n'y aurait plus que 134 000 ha irrigués. Il estime que cette tendance est particulièrement inquiétante dans la mesure où, d'après certaines estimations, en 2050, en Ukraine, 14 M ha (soit environ 50% des terres arables) ne pourront plus être cultivés sans irrigation du fait du changement climatique.

4. Commerce international agricole

***Bilan de la campagne 2024/25 :** D'après l'UGA, l'Ukraine a moins exporté de céréales et d'oléagineux en volume en 2024/2025 (46,7 M t) que lors de la campagne 2023/2024 (57,5 M t) en raison d'une baisse de la production. En revanche, en valeur, ces exportations ont augmenté, atteignant 18,1 Md USD, contre 17,9 Md USD la campagne précédente.

***Exportations de céréales et d'oléagineux :** Toutes routes commerciales confondues, L'Ukraine a exporté 3,7 M t de céréales et d'oléagineux en août.

***Nouvelle route maritime ukrainienne :** D'après Oleksi Kouléba, vice Premier ministre chargé de la reconstruction et ministre du développement des communautés et des territoires, en deux ans d'existence, plus de 5 300 bateaux ont pu emprunter la nouvelle route commerciale ukrainienne ouverte en août 2023. Sur les 137 M de tonnes de produits affrétés, 84 M t (soit 61% des volumes exportés) sont des biens agricoles qui ont été exportés vers 54 pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient.

***Route de la soie :** Mi-août, le port de Bilhorod-Dnistrovskiy (situé dans la région d'Odessa, au sud-ouest du pays, dans l'estuaire du Dniestr, au sud du port de Tchornomorsk) a annoncé la constitution de Middle Corridor Multimodal Ltd, une entreprise conjointe avec des compagnies de fret ferroviaire chinoise, kazakh, géorgienne et azerbaïdjanaise. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la *Trans-Caspian International Transport Route* (TITR) ou [Middle corridor](#), promu par la Chine dans le cadre de son initiative *Belt and Road*.

Dans le cadre de la même TITR, le port de Bilhorod-Dnistrovskiy a également annoncé fin août avoir signé un mémorandum de coopération avec l'entreprise qui gère les terminaux de conteneurs du port géorgien de Batoumi, situé sur la mer Noire, au sud de la Géorgie.

***Fret terrestre :** Fin août, le conseil municipal de Tchornomorsk a enjoint au Premier ministre d'annuler la décision d'Ukrzaliznytsia (UZ, le conglomérat ferroviaire public ukrainien) d'appliquer des tarifs différents pour acheminer des produits agricoles pour chacun des trois ports de *Big Odessa* (Pivdennyi, Odessa et Tchornomorsk).

Mi-août, une nouvelle ligne de chemin de fer a été ouverte entre la Moldavie et le port de Tchornomorsk, un des trois ports de *Big Odessa*.

***Fret maritime :** Fin août, la privatisation du port de Bilhorod-Dnistrovskiy (commencée en 2020 et actée en novembre 2024) a été officiellement achevée. Elle est désormais propriété de l'entreprise « Top-Offer », qui appartient à l'homme d'affaires et ancien député ukrainien Volodymyr Prodivus.

Les projets de concessions dans le port de Tchornomorsk avancent. Ils prévoient des concessions de 40 ans pour des terminaux de conteneurs (d'une capacité de transbordement 760 000 EVP par an) et de vrac (d'une capacité de transbordement de 5 M t par an). Ce projet est mené avec l'aide de la société financière internationale (membre du groupe de la Banque mondiale, l'IFC finance le développement du secteur privé dans les pays émergents) et de la BERD.

Mi-août, le ministre du développement des territoires et des communautés, l'entreprise Olvia Terminals et l'entreprise qatari QTerminals ont signé un mémorandum de coopération sur la reprise des projets de concessions du port d'Olvia, situé au sud de la ville et du port de Mykolaïv (sud du pays). Acté en 2020 pour 35 ans mais, ce projet de concession était suspendu depuis le début de la guerre de 2022.

Mi-août, l'entreprise Vilia, située en Volhynie (au nord-ouest du pays) a annoncé arrêter l'exportation de céréales *via* le port polonais de Gdansk, car il était plus rentable désormais d'exporter par les ports d'Odessa.

D'après les autorités ukrainiennes des ports maritimes (USPA), le commerce de conteneurs continue sa dynamique de développement : ainsi, entre janvier et juillet 2025, 114 500 EVP ont été transbordés par les ports ukrainiens, soit 88% du volume total transbordés pour toute l'année 2024 (130 000 EVP). Ces volumes restent toutefois loin de ceux d'avant-guerre puisque, en 2021, 1,21 M EVP avaient été transbordés par les ports ukrainiens.

***Semences de tournesol :** Début août, à la suite de négociations phytosanitaires, l'Argentine a autorisé les importations de semences de tournesol ukrainiennes.

***Tourteaux de soja :** Fin août, le service d'État pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a annoncé mener des négociations sanitaires avec la Chine pour ouvrir le marché chinois aux exportations tourteaux de soja ukrainiens.

***Sucre :** D'après la présidente de l'association des producteurs de sucre ukrainiens, Ukrtsukor, Yana Kavouchevska, en 2024, l'Ukraine a exporté plus de 740 000 t de sucre pour 420 M USD, ce qui représente un record historique.

***Bovins vivants :** D'après l'association des producteurs de lait ukrainiens (AVM), entre janvier et juillet 2025, l'Ukraine a exporté 11 710 t de bovins vivants (26 M USD en valeur), soit une augmentation de 72% en volume (+111% en valeur) par rapport à la même période l'année dernière.

***Miel :** D'après l'UCAB (association qui rassemble les agro-holdings ukrainiennes), en 2024, l'Ukraine a exporté 85 800 t de miel, ce qui en fait le 3^e exportateur mondial derrière la Chine (170 000 t) et l'Inde (95 000 t) et devant l'Argentine (78 000 t) et le Vietnam (48 000 t). Les cinq premiers marchés à l'exportation seraient l'Allemagne (18 900 t), les États-Unis (12 100 t), la Pologne (9 700 t), la France (9 600 t) et la Belgique (7 100 t). A noter que, d'après d'autres sources de référence, en 2023, l'Ukraine n'avait produit que 58 000 t de miel et exporté que 55 400 t.

***Politique commerciale ukrainienne :** Début août, à la suite de l'apparition de foyers de gripes aviaires, l'Ukraine a interdit l'importation depuis sept États fédérés américains (Dakota du sud, Dakota du nord, Illinois, Californie, New Jersey, Wisconsin, Nouveau Mexique et Arizona) des œufs à couver, de viandes de volailles et de produits issus de la volaille (sauf les produits transformés).

A la même période, à la suite de l'apparition de foyers de dermatose nodulaire contagieuse, l'Ukraine a interdit l'importation depuis le Cambodge de matériels génétiques, de cuirs et de produits laitiers issus de bovins.

***Taxe à l'exportation :** Début septembre, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a signé la loi introduisant une taxe de 10% sur les exportations ukrainiennes de graines de colza et de soja. Ces taxes sont entrées en vigueur le 4 septembre 2025.

5. Affaires européennes

***Adhésion à l'UE :** Fin août, lors d'une entrevue télévisée, le vice Premier ministre chargé de l'intégration européenne et euro-atlantique, Taras Kachka, a formulé l'espoir que le premier bloc de négociations sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE fût ouvert début septembre 2025.

Réagissant aux rumeurs de découplage des négociations d'adhésion avec l'UE de l'Ukraine et de la Moldavie, le ministre ukrainien des affaires étrangères, André Sibiha, a déclaré que « le cheminement de l'Ukraine et de la Moldavie vers l'UE est aussi indivisible que notre sécurité ».

Fin août, en amont des réunions de criblage avec la Commission européenne prévue début septembre, Taras Visotskiy et Denys Bachlyk, les deux vice-ministres chargés de l'agriculture, ont tenu une série de réunion de consultation avec les organisations professionnelles agricoles ukrainiennes et des acteurs économiques du secteur pour échanger sur la reprise de l'acquis européen en matière d'agriculture et d'alimentation. Ces réunions ont eu lieu à Kyïv, Odessa (au sud), Poltava (à l'est) et Lviv (à l'ouest).

***Reprise de l'acquis européen :** Fin août, le cabinet des ministres d'Ukraine a adopté le plan opérationnel 2025-2027 de la stratégie pour l'agriculture et le développement rural d'ici 2030.

Fin août, le ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture a annoncé que le registre agraire de l'État (SAR/DAR) sera utilisé pour donner le statut d'agriculteur actif, *via* l'enregistrement dans un registre d'État des producteurs agricoles, auquel il est relié. La prochaine étape pour cette plate-forme est le développement d'un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) d'ici le 1^{er} janvier 2027.

Après des premières sessions en mai, le projet de coopération européen en matière d'agriculture (IPRSA) a organisé, début août, des formations sur la mise en place d'une agence de paiement, à destination des services régionaux du fonds public ukrainien pour de soutien des fermes.

Début août, la loi ukrainienne transposant la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles est entrée en vigueur.

***Négociations commerciales UE-Ukraine :** D'après T. Visotskiy, lors des négociations sur la revue de la zone de libre-échange complet et approfondi de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE, le seul réel point de désaccord avec la Commission européenne fut les contingents tarifaires sur le sucre et sur le bioéthanol, produits pour lesquels l'Ukraine voulait obtenir davantage compte tenu de ses capacités d'exportation. Il a expliqué que, pour avoir des contingents plus importants, l'Ukraine avait proposé d'ouvrir complètement son marché aux exportateurs européens, ce que la Commission a refusé, préférant protéger les agriculteurs européens.

***Horizon Europe :** Mi-août, le Conseil européen de l'innovation a lancé [un appel à projets](#) destiné aux jeunes pousses et PME ukrainiennes dans la technologie profonde (*deep tech*), dont la biotechnologie. Doté de 20 M EUR, il pourrait financer une quarantaine de projets avec des subventions allant jusque 500 000 EUR.

***Lettonie :** Mi-août, des fonctionnaires des services du Premier ministre, du ministère de la justice et du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS) ont effectué une visite en Lettonie dans le cadre du projet d'assistance technique sur l'amélioration du système phytosanitaire ukrainien. Un des objectifs était de se familiariser avec le passeport phytosanitaire, dont le déploiement en Ukraine est prévu à partir de 2028 en vertu de la loi n°4147-IX de 2024 sur la protection des végétaux. Une déclaration d'intention a été signée entre le DPSS et son équivalent letton.

De même, dans ce cadre, D. Bachlyk a signé avec son homologue letton un protocole de coopération en matière agricole. Venant compléter un mémorandum bilatéral de 2015, il prévoit notamment d'approfondir la coopération en matière de négociations d'adhésion à l'UE, de reprise de l'acquis européen et de reconstruction.

***Roumanie & Moldavie :** Début août, les ministres des affaires étrangères moldave, roumain et ukrainien se sont rencontrés à Tchernivtsi (ouest du pays). Ils sont convenus d'approfondir leur coopération, notamment en développement des projets transfrontaliers, comme la construction de pont.

***Moldavie :** Début août, l'Ukraine et la Moldavie sont convenus d'étendre l'accord bilatérale de 2022 sur la libéralisation du fret routier jusque fin 2027, permettant à leurs routiers de circuler dans les deux pays sans permis spécial.

6. Affaires étrangères

***FAO :** Mi-août, avec le soutien du Canada et du Japon, la FAO a lancé un programme pour fournir 615 bâches de stockage (d'une capacité de 1 000 t) aux agriculteurs cultivant entre 200 et 1 000 ha dans les régions proches de la ligne de front.

***PAM :** Du fait de la réduction des financements humanitaires, le PAM continue de réduire ses opérations pour se concentrer sur les zones les plus critiques, à savoir celles situées dans les 50 km le long de la ligne de front. Par conséquent, à partir de septembre, 71 000 Ukrainiens vivant hors de ce rayon ne recevront plus d'aide du PAM. Seules 170 000 personnes recevront de l'aide alimentaire en septembre, nombre qui pourrait être de nouveau réduit en décembre (à 120 000 personnes) en cas d'absence de financement supplémentaire.

***FIDA :** Fin août, le FIDA a présenté à Denys Bachlyk, vice-ministre chargé de l'agriculture, son projet de programme DOBRO : d'une durée de 12 ans, il vise à soutenir le développement des communautés rurales et des chaînes de valeur agricoles. Il devrait être adopté cette année 2025.

***Banque mondiale :** Entre février 2022 et août 2025, la Banque mondiale a mis 81 Md USD de financements à disposition de l'Ukraine (détail disponible [ici](#)). Si le secteur agricole et agro-alimentaire ukrainien bénéficie directement et indirectement de plusieurs programmes transversaux, 230 M USD lui sont exclusivement dédiés via le programme [ARISE](#) de soutien aux producteurs ukrainiens.

***Corée du Sud :** Fin juillet, après six mois de préparation, le ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture a signé un mémorandum avec l'entreprise coréenne de machinisme agricole Daedong Corporation, qui prévoit notamment des actions de coopérations techniques, éducatives et scientifiques.

7. Entreprises agricoles

***Astarta :** Mi-août, lors des travaux d'entretien, un incendie s'est déclaré dans la sucrerie de Globinsky (située dans la région de Poltava, à l'est du pays) appartenant à Astarta-Kyiv (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique de céréales et d'oléagineux (soja et colza), de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie).

***MHP :** Début août, MHP (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a annoncé que, après avoir reçu les autorisations des autorités de la concurrence nationales compétentes (à savoir celles de l'Ukraine, de l'Espagne, d'Arabie saoudite, de Serbie, du Monténégro et du Kosovo) ainsi que l'autorisation de la Commission européenne au titre du contrôle des concentrations et des subventions étrangères, elle a officiellement acquis 92% des parts d'UVESA Group (entreprise espagnole produisant de la viande de volaille et de la viande de porc).

Début août, MHP a annoncé ouvrir une unité d'extraction d'huile pour la production de tourteaux de tournesol dans son usine d'alimentation animale de Myronivka, située dans la région de Kyïv (nord du pays) et capable de produire jusqu'à 550 t de tourteaux/jour.

***Epicentr K :** Fin août, Epicentr K (filiale agricole de la chaîne d'hypermarchés de bricolage ukrainienne, qui cultive 170 000 ha, principalement pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a précisé son projet de construction d'un terminal céréalier dans le port de Pivdenny, un des trois ports de *Big Odessa*. Étendu sur 32 ha, il aurait une capacité de chargement annuel de 5 M t, avec une capacité de stockage totale de 250 000 t. Les camions et les trains pourraient y être déchargés, grâce à un terminal ferroviaire (d'une capacité annuelle de 3 M t et pouvant décharger jusqu'à cinq trains de 50 à 70 wagons par jour) et un terminal routier. Le canal pour les bateaux ferait 350 m de long et 16 m de profondeur. Cet investissement coûterait entre 160 et 270 M USD.

***Vitagro :** Début août, Vitagro (qui cultive 85 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de légumes, ainsi que pour l'élevage porcin et de vaches laitières) a annoncé que son usine de production d'alimentation animale avait été certifiée GMP+ Feed Safety Assurance (FSA), une certification de qualité privée d'origine néerlandaise.

8. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

***Politique sanitaire et phytosanitaire :** Mi-août, le ministère de l'économie a annoncé le lancement de *єДозвіл* (« e-autorisation »), projet présenté comme le premier logiciel de l'État ukrainien fondé sur l'intelligence artificielle. Il permet de vérifier des demandes de certificat et des pièces justificatives pour pouvoir donner des autorisations, en l'occurrence des certificats vétérinaires. Ce programme est soutenu par l'UE.

***Criquets :** Début août, constatant une disparition de la menace, le service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS) a mis fin aux autorisations exceptionnelles de produits phytosanitaires décidées fin juillet pour la région de Kherson afin de lutter contre les criquets. Une décision similaire a été prise mi-août pour mettre fin aux autorisations accordées mi-juillet pour la région de Zaporijjia. Le DPSS a également précisé que les agriculteurs qui ont été touchés par ce ravageur ne recevront pas d'indemnisation.

***Santé des plantes :** Mi-août, devant l'extension notable de galle verruqueuse (*Synchytrium endobioticum*), le DPSS a appelé la vigilance des producteurs ukrainiens de pommes de terre, les invitant à prendre des mesures curatives et préventives.

Début août, des mesures quarantaines de quarantaine ont été prises dans la région de Mykolaïv (sud du pays) après la découverte de teigne de la pomme de terre et de mineuse sud-américaine de la tomate.

***Rage :** Fin juillet, un cas de rage d'un animal domestique a été déclaré dans la région de Kharkiv (est du pays) et, mi-août, deux cas de rage (un chez un chat domestique, l'autre chez un renard) ont été déclarés en Volhynie (ouest du pays). Fin août, deux cas de rage chez des renards ont été déclarés dans la région de Kharkiv.

9. République de Moldavie (partie réalisée avec l'aide du SER de Bucarest)

9.1. Production et filières agricoles

***Prévisions 2025/26 :** D'après le ministère de l'agriculture moldave, la récolte 2025/26 devrait être la plus faible de ces cinq dernières années.

	Production (t)	Consommation (t)	Exportation (t)	Surface (ha)
Blé	1,07 M	300-330 000	800-850 000	330 000
Maïs	714 000	150 000 pour l'élevage, 300 000 pour le bioéthanol	380 000	263 000
Tournesol	525 000	320-375 000	Selon la qualité.	307 000

***Bilan de l'année 2023 :** D'après le ministère de l'agriculture et le bureau national de statistique, en 2023, la Moldavie a enregistré une production agricole de plus de 3,7 Mt, soit le niveau le plus élevé depuis 1961. Cela représente une hausse de plus de 70 % par rapport aux 2,2 Mt produites en à l'époque.

	Production (t)
Blé	1,55 M
Maïs	1,34 M
Betterave sucrière	406 000
Tournesol	753 000
Colza	211 000
Soja	38 000
Autres oléagineux	22 000
Raisins	568 000
Fruits, noix, petits fruits	754 000
Légumes de plein champ	281 000
Total	3,7 M

***Pommes :** D'après l'association Moldova Fruct, en raison de deux vagues de gel printanier, de la sécheresse et de la réduction des vergers en production (qui aurait diminué de 21% en trois ans avec 10 000 ha arrachés), la production de pommes en Moldavie devrait atteindre 277 000 t en 2025 contre 404 600 t en 2024. Les rendements seraient ainsi passés de plus de 25 t/ha les années précédentes à un peu plus de 8 t/ha cette saison. Près de 70 000 t seront exportées (une baisse de 33 000 t par rapport à 2024). Environ 40 000 t iront à la consommation intérieure et 167 000 t à la transformation (une baisse de 84 000 t par rapport à 2024).

***Noix :** D'après l'union des associations de producteurs de fruits à coque, en raison des gelées d'avril-mai et de la sécheresse estivale, la récolte de noix en Moldavie devrait être inférieure de 15 à 20 % cette année par rapport à l'année dernière. La qualité serait également affectée (cerneaux plus petits).

Le secteur des noix devrait faire l'objet cette année d'une cartographie afin de déterminer la superficie réelle des vergers et les variétés cultivées. Chandler, variété américaine, serait désormais la plus plantée dans le pays, suivie de la variété française Fernor.

***Miel :** En 2025, les conditions météorologiques défavorables (sécheresse, gelées tardives) auraient gravement affecté l'apiculture, entraînant une forte baisse de la production de miel et une hausse des prix. Les miellées particulièrement touchées par ces aléas climatiques incluent l'origan, la sauge, l'acacia, le colza et le miel millefleurs. Le miel d'acacia serait le plus cher, atteignant 200 MDL/kg (environ 10 EUR/kg), tandis que le miel de colza et le miel millefleurs se vendraient autour de 100 MDL (environ 5 EUR) contre 80 MDL (environ 4 EUR) l'an passé. D'après les apiculteurs, les vents violents et la déforestation auraient également réduit les récoltes.

***TransOil :** Fin août, Floarea Soarelui, filiale de Trans-Oil Group (cette agro-holding détenue par un société faitière étatsunienne est un des plus grands acteurs agricoles de Moldavie, où elle y cultive 60 000 ha de céréales et d'oléagineux et y détient trois usines de trituration, des élévateurs et un terminal portuaire à Giurgiulesti; elle possède également des biens en Ukraine, en Roumanie et en Serbie) a lancé une nouvelle ligne de trituration de colza et du tournesol, d'une capacité de 1 000 t par jour.

9.2. Politiques économiques et agricoles

***Démographie :** La population recensée en 2024 en Moldavie serait de 2,4 millions d'habitants, contre 3,65 millions en 1989. 1,5 million de personnes, notamment des jeunes, auraient migré depuis 1991.

***Croissance :** Le ministère de l'économie a abaissé sa prévision de croissance du PIB pour 2025, la ramenant de 2 % à 1,3 % en raison de la persistance des tensions régionales et des effets de la politique commerciale étatsunienne.

***Inflation :** D'après la banque nationale de Moldavie (BNM), l'inflation devrait poursuivre sa baisse et devrait passer sous la barre des 6 % d'ici fin 2025.

***Pauvreté :** D'après le bureau national des statistiques, la pauvreté absolue (i.e. la part de la population vivant sous le seuil minimum de subsistance) en Moldavie aurait atteint 33,6 % en 2024, soit une hausse de près de 7 points en cinq ans. Cette dégradation s'est accélérée après 2021, sous l'effet conjugué de l'inflation, de la crise énergétique, de l'instabilité économique et de la faiblesse des salaires.

***Aides publiques agricoles :** L'agence d'intervention et de paiements pour l'agriculture (AIPA) a autorisé le versement de 14,26 M MDL (environ 725 000 EUR) de subventions aux agriculteurs, financées par le fonds national pour le développement de l'agriculture et du milieu rural. Ces paiements comprennent 8,27 M MDL (environ 420 000 EUR) d'aides directes par tête de bétail, 3,38 M MDL (environ 170 000 EUR) de paiements post-investissement, 1,57 M MDL (environ 80 000 EUR) de paiements complémentaires et 1,04 M MDL (environ 50 000 EUR) d'avances. Par ailleurs, 500 000 MDL (environ 25 000 EUR) ont été déboursés par le fonds d'intervention du gouvernement pour compenser le coût de l'électricité.

En août, le ministre de l'agriculture et de l'industrie alimentaire, Ludmila Catlabuga, a annoncé que les agriculteurs touchés par les gelées tardives du printemps 2025 recevront 100 M MDL (environ 5 M EUR) d'indemnités.

***Recherche agricole :** Un accord a été signé entre le FIDA, le ministère de l'agriculture et l'institut national de recherche appliquée en agriculture et médecine vétérinaire (INCAAMV). Il garantit 900 000 EUR de financements pour quatre projets qui devraient être achevés d'ici fin 2026 : (i) la création d'un laboratoire de pédologie appliquée ; (ii) la mise en place d'une plate-forme pour la recherche et la production de semences écologiques ; (iii) la modernisation du laboratoire de nutrition animale et (iv) l'intégration des centres de recherche via une plateforme numérique.

***Foncier :** Grâce au soutien du FIDA, une carte interactive des zones protégées (accessible [ici](#)) a été mise à la disposition des agriculteurs et des autorités locales en Moldavie, en partenariat avec l'Institut de recherches et d'aménagements forestiers et l'Agence nationale archéologique. Cette plate-forme permet de vérifier si un terrain destiné à des projets (ex. irrigation, routes) se situe dans une zone protégée.

***Irrigation :** Six localités de Moldavie (Nisporeni, Plop, Florițoaia Veche, Lencăuți, Ocnița, Roșu et Soloncenii) vont bénéficier de subventions du FIDA pouvant atteindre 500 000 USD pour investir dans la construction ou la réhabilitation de systèmes d'irrigation et de réservoirs d'eau.

Parallèlement, six subventions individuelles, pouvant aller jusqu'à 7 500 USD, ont été accordées à des agriculteurs des districts de Râșcani, Edineț, Anenii Noi et Basarabeasca pour l'achat d'équipements modernes d'irrigation. Les bénéficiaires cultivent

notamment des vergers de pommes et de prunes ou des légumes en plein champ. Dans ce cadre, le FIDA propose un mécanisme de compte de séquestre pour financer l'achat d'équipements d'irrigation.

***Numérique :** Le gouvernement moldave va confier, pour trente ans, à la société « Agrotek Park », fondée par l'Université technique de Moldavie, la création et la gestion du premier parc industriel de Moldavie dédié aux innovations numériques en agriculture. L'objectif est de moderniser l'agriculture nationale grâce à la robotique, l'automatisation, l'agriculture régénérative et verticale, la nanotechnologie et l'économie circulaire. Le projet devrait permettre de créer environ 6 500 emplois et d'attirer plus de 100 M USD d'investissements. Les travaux d'infrastructure, estimés à 40-50 M EUR, seront réalisés en 5-7 ans, avec un financement mixte (État, fonds européens et internationaux, capitaux privés). Une première tranche de 5 M EUR de la Banque mondiale servira à rénover les locaux et attirer les premiers résidents.

9.3. Commerce international agricole

***Maïs :** Le secteur du maïs en Moldavie traverse une crise marquée par une baisse de 64 % des exportations en un an : elles atteindraient 180 700 t en 2024/2025 contre 513 000 t en 2023/2024 et 1,66 M t en 2021/2022. La hausse du prix moyen à l'exportation n'a pas compensé la baisse des volumes. La Turquie est devenue la première destination (83 100 t), devant la Roumanie (33 200 t) et la Grèce (14 700 t). Les importations ont presque disparu depuis l'introduction d'une licence obligatoire en 2023 : elles sont passées de 73 452 t en 2022 à 159 t en 2024.

***Pommes :** D'après l'entreprise TB Fruit Edineț, à la suite des tarifs douaniers imposés par les États-Unis, le prix du concentré de jus de pomme a baissé de 2 100 à 1 400 EUR/tonne (-36 %), rendant les exportations vers les États-Unis non profitables. L'entreprise aurait cessé ses ventes sur ce marché et se concentrerait désormais sur l'UE. Les prix de gros auraient aussi reculé fortement, passant de 20 MDL – environ 1 EUR – à 9 MDL – environ 0,45 EUR – par kilo pour les pommes d'été. Avec un prix moyen de 0,59 USD/kg, la Moldavie afficherait le prix le plus faible d'Europe, devant la Pologne (0,94 USD) et l'Ukraine (1,09 USD).

***États-Unis :** A partir du 7 août 2025, les États-Unis imposent un tarif douanier de 25 % aux marchandises moldaves, ce qui est inférieur au taux initialement envisagé de 31 %. La Moldavie figure ainsi parmi plusieurs pays touchés par cette mesure, aux côtés du Brunei (25 %), de l'Algérie, de l'Irak et de la Libye (30 %).

***Suisse :** Dans le cadre du projet « Marchés résilients et inclusifs en Moldavie », financé par le gouvernement suisse, la Suisse et le PNUD ont lancé un concours destiné à trois micro-régions de Moldavie pour soutenir leur développement économique par la création de *clusters*. Chaque *cluster* retenu recevra au moins 200 000 USD d'aide et un accompagnement technique complet (y compris la promotion des exportations). Les secteurs visés sont l'agriculture (élevage, horticulture, plantes médicinales, apiculture,

serres), l'agroalimentaire (produits laitiers, viande, vin, sucre, transformation de fruits et légumes) ainsi que les industries non alimentaires et le tourisme. Cette initiative prolonge les programmes démarrés en 2019, qui ont déjà permis la création de 17 *clusters* et l'investissement de 4,8 M USD.

9.4. Affaires européennes et étrangères

***Adhésion à l'UE :** Courant août, le commissaire européen à l'élargissement, Marta Kos, a annoncé que la Moldavie pourrait réaliser un progrès inédit dans son processus d'adhésion à l'UE : tous les blocs de négociation pourraient être ouverts au cours d'une seule année, grâce à la rapidité du criblage législatif (*screening*). Elle a précisé que, si ce rythme était maintenu, la Moldavie pourrait commencer à fermer les chapitres dès 2026, avec une perspective de conclusion des négociations en 2028, après le Monténégro (2026) et l'Albanie (2027). M. Kos a souligné que l'ouverture des chapitres dépend du consensus des États membres, mais que chaque pays avancera ensuite selon le principe du mérite. Ainsi, même si la Moldavie et l'Ukraine sont associées dans la phase initiale, chacune évoluera ensuite selon ses propres résultats. Selon elle, la Moldavie a déjà démontré une vitesse remarquable d'alignement sur l'acquis communautaire, ce qui lui permettrait de suivre un chemin autonome vers l'intégration européenne.

***Weimar :** Fin août, dans un format dit de Weimar, le président français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand, Friedrich Merz, et le Premier ministre polonais, Donal Tusk, se sont rendus en Moldavie pour apporter leur soutien à la présidente moldave Maia Sandou.

***Bulgarie :** En 2024, la Bulgarie est devenue, parmi les États membres de l'UE, le sixième partenaire économique de la Moldavie, avec des échanges commerciaux dépassant 267 M USD, en hausse de 15 % par rapport à 2023.

***France :** En 2024, parmi les États membres de l'UE, la France occuperait le 7^e rang parmi les partenaires commerciaux de la Moldavie dans l'UE, avec un commerce bilatéral de 260 M USD en 2024, en hausse de 1,5 % par rapport à 2023. En 2017, les échanges s'élevaient à 164 M USD.

***Allemagne :** Le ministère moldave de l'agriculture et l'institut fédéral allemand pour l'évaluation des risques (BfR) ont défini les axes de leur coopération lors d'une rencontre entre le ministre Ludmila Catlabuga et le président du BfR, Andreas Hensel. Les axes de coopération portent sur (i) le renforcement des capacités nationales d'évaluation et de gestion des risques alimentaires ; (ii) le développement des infrastructures de laboratoire et l'harmonisation des procédures avec les normes européennes et (iii) l'amélioration de la communication auprès des consommateurs et des entreprises.

***ONUFI :** L'organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUFI) et l'UE ont lancé le deuxième cycle d'un programme destiné aux agriculteurs et aux PME agroalimentaires moldaves. L'initiative vise à renforcer la compétitivité et la modernisation du secteur, en mettant l'accent sur la sécurité sanitaire, le bien-être animal et la protection de l'environnement. Elle s'adresse aux producteurs et transformateurs de viande et de lait, à tous les stades de développement, y compris ceux visant l'exportation vers l'UE. Le programme comprend des formations théoriques et pratiques, des visites d'étude en Europe et un accompagnement personnalisé. Les thèmes abordent l'ensemble de la chaîne de production (hygiène, étiquetage, traçabilité, contrôle microbiologique, suivi des résidus, qualité). Une attention particulière est portée aux normes européennes pour la viande et les produits laitiers.

***BERD :** Mi-août, la banque moldave Maib a prêté 9 M EUR à Axedum, le premier producteur moldave de viande de volailles. Ce prêt a été garanti à parité par la BERD. Il va financer la construction d'une usine d'alimentation animale et le développement d'une activité de production d'œufs.

Depuis 1994, la BERD a investi en Moldavie plus de 2,6 Md EUR via 183 projets.

9.5. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

***PPA :** Début août, trois nouveaux foyers de peste porcine africaine ont été détectés en Moldavie : un à Braniște (district de Râșcani, centre du pays) et deux à Seliște (district de Leova, sud-ouest du pays, à la frontière roumaine). Depuis le début de 2025, au moins 11 foyers ont été enregistrés dans le pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Kyïv

jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SE de Kyïv